

Unité bidépartementale Eure Orne
1 avenue du Maréchal Foch
CS 50021
27000 Évreux

Évreux, le 06/06/2024

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 14/05/2024

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

LAFARGE GRANULATS

Route de la Garenne - Bernières
27700 LES TROIS LACS

Références : UBDEO.ECD.2024.05.180
Code AIOT : 0005802206

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 14/05/2024 dans l'établissement LAFARGE GRANULATS implanté 27700 LES TROIS LACS. L'inspection a été annoncée le 05/03/2024. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- LAFARGE GRANULATS
- 27700 LES TROIS LACS
- Code AIOT : 0005802206
- Régime : Enregistrement
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société LAFARGE GRANULATS exploite une installation de traitement des granulats qui permet

le lavage-criblage de matériaux extraits de plusieurs gisements alluvionnaires de la vallée de la Seine situés dans les environs, associée à plusieurs bassins de décantation, le tout autorisé par arrêté préfectoral du 23 décembre 2021.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
3	Niveaux sonores	Arrêté Ministériel du 26/11/2012, article 52	Demande de justificatif à l'exploitant	3 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Installations électriques	Arrêté Préfectoral du 15/05/2008, article 7.3	Sans objet
2	Accessibilité des installations	Arrêté Préfectoral du 23/12/2021, article 2.1.3	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Globalement le site est bien tenu. Les précédentes remarques émises lors des inspections précédentes ont été prises en compte par l'exploitant.

L'exploitant doit toutefois veiller à vérifier la conformité des émissions sonores en 2024 puis 2025, afin de respecter les prescriptions de l'arrêté ministériel du 26 novembre 2012 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations de broyage, concassage, criblage, etc., relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique n° 2515 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Installations électriques

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 15/05/2008, article 7.3
Thème(s) : Risques accidentels, Vérification
Prescription contrôlée : Lors de la visite d'inspection précédente du 9 septembre 2020, il a été demandé à l'exploitant : <i>"Pour le domaine électrique, l'inspection vous demande d'établir un plan d'actions, assorti d'un échéancier, en fonction de la nature/importance des observations relevées par l'organisme."</i> , relatif au rapport APAVE du 17 août 2020 (n°R0070368-007-1) qui faisait état de différentes observations, dont certaines sont « à supprimer d'urgence ou placer les extrémités sous boîte de jonction IP2x ».
Constats : Le jour de l'inspection, l'exploitant a présenté le dernier rapport de vérification des installations électriques, réalisé par la société APAVE en juillet 2023, respectant la périodicité annuelle. Les observations liées au rapport d'inspection de 2020 ont été traitées par l'exploitant.

Il a aussi présenté son tableau de suivi des observations, contenant notamment : leur localisation au sein de l'installation, la remarque faite par l'APAVE, l'action corrective à mettre en place, la date de réalisation, le nom de l'intervenant et la validation.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Accessibilité des installations

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 23/12/2021, article 2.1.3
Thème(s) : Risques accidentels, Clôture
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'établissement est entouré d'une clôture efficace, résistante et entretenue sur la totalité de sa périphérie afin d'interdire l'accès à toute personne ou véhicule en dehors des heures d'ouverture.</p> <p>Lors de la précédente visite d'inspection du 9 septembre 2020, il a été noté "<i>qu'il n'y a pas de clôture empêchant d'accéder à vos installations. Des panneaux sont néanmoins présents rappelant l'interdiction d'accès.</i>"</p> <p>L'inspection avait alors demandé de renforcer les dispositions dans ce domaine concernant l'accessibilité à aux installations, notamment via la darse.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'inspection s'est rendu sur la zone de chargement et de déchargement des barges. Il a été constaté que l'accès au niveau des quais présente des barrières en bois. L'exploitant a indiqué avoir installé un nouveau panneau au niveau de la darse pour rappeler l'interdiction d'entrer sur le plan d'eau sans autorisation.</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : Niveaux sonores

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/11/2012, article 52
Thème(s) : Risques chroniques, Surveillance
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Art 52 AM du 26/11/2012</p> <p>L'exploitant met en place une surveillance des émissions sonores de l'installation permettant d'estimer la valeur de l'émergence générée dans les zones à émergence réglementée. Les mesures sont effectuées selon la méthode définie en annexe I du présent arrêté, ou, le cas échéant, selon les normes réglementaires en vigueur. Ces mesures sont effectuées dans des conditions représentatives du fonctionnement de l'installation sur une durée d'une demi-heure au moins. Une mesure du niveau de bruit et de l'émergence est effectuée par une personne ou un organisme qualifié, en limite de propriété et de zone à émergence réglementée, selon les modalités suivantes :</p> <p>1. Pour les établissements existants :</p> <p><input checked="" type="checkbox"/> la fréquence des mesures est annuelle ;</p> <p><input checked="" type="checkbox"/> si, à l'issue de deux campagnes de mesures successives, les résultats des mesures de niveaux de bruit et de niveaux d'émergence sont conformes aux dispositions du présent arrêté, la fréquence des mesures peut être trisannuelle ;</p>

■ si le résultat d'une mesure dépasse une valeur limite (niveau de bruit ou émergence), la fréquence des mesures redevient annuelle. Le contrôle redevient trisannuel dans les mêmes conditions que celles indiquées à l'alinéa précédent.

Art 6.1 de l'AP du 23 decembre 2021

Les niveaux de bruit à ne pas dépasser en limite de propriété respectent les valeurs suivantes :

60 dB(A) de 7 h à 20 h ;

55dB(A) de 6 h à 7 h et de 20 h à 22 h ;

50 dB(A) de 22 h à 6 h .

La phase finale de réaménagement avec arasement des merlons et démantèlement des installations pouvant être une source de bruit importante, l'exploitant prendra des dispositions spécifiques pour garantir le respect des valeurs limites prescrites ci-dessus.

Constats :

Le jour de l'inspection, l'exploitant a présenté les résultats des deux derniers rapport de surveillance des émissions sonores :

1) Rapport Apave du 26 mai 2020 : 4 points de mesure en zones à émergence réglementées : résultats conformes

2) Rapport Apave du 28 juillet 2022 : 3 points de mesure en limite de site. Pour chaque point, 3 mesures ont été effectuées (jour, nuit, et aube). Le point 3 situé au niveau du chenal a montré un non-conformité pour la mesure de nuit, avec 53.3 db(A) pour une limite de 50 db(A). Aucune mesure en zones à émergence réglementée n'a été effectuée lors de cette campagne.

L'exploitant explique avoir suivi les prescriptions de l'arrêté préfectoral du 23 décembre 2021 pour les mesures de 2022, en particulier son article 6.1. Cet article prescrit des niveaux de bruit à ne pas dépasser en limite de propriété en particulier pendant la phase finale de réaménagement. C'est pourquoi, les mesures sur le dernier rapport n'inclut pas les zones à émergence réglementée.

L'inspection a rappelé que l'arrêté ministériel du 26/11/2012 relatif aux installations de traitement s'applique également, et qu'à ce titre les zones à émergence réglementée sont aussi concernées, et que la périodicité est d'abord annuelle (si à l'issue de deux campagnes les résultats sont conformes, alors le contrôle peut être effectué tous les trois ans).

Toutefois, il est vrai que la rédaction de l'arrêté du 23 décembre 2021 est ambiguë, et les prescriptions relatives à la surveillances des émissions sonores seront clarifiées à la prochaine occasion, pour spécifier que l'article 52 de l'arrêté ministériel du 26 novembre 2012 s'applique en sus de l'arrêté préfectoral d'autorisation.

Par courriel en date du 23 mai 2023, l'exploitant a fourni un devis de la société SGS pour la prochaine campagne de mesures de bruits.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Il est demandé à l'exploitant de faire deux campagnes de mesure (2024 et 2025) en limite de propriété mais aussi en zones à émergence réglementée. Les résultats et leur interprétation seront

transmis à l'inspection des installations classées. Les résultats détermineront ensuite la périodicité du suivi et des éventuelles mesures à prendre en cas de non-conformité.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant

Proposition de délais : 3 mois